### VILLE DE LA FERTE-BERNARD EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de convocation

18 septembre 2025

Date d'affichage

18 septembre 2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

072-217201326-20250924-CM2509-DEL7-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/09/2025

#### Nombre de conseillers

en exercice

29

présents

17+12 procurations

votants

29

## L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ

### LE VINGT QUATRE SEPTEMBRE à vingt heures,

Le Conseil municipal de la ville de La Ferté-Bernard, légalement convoqué en session ordinaire, s'est réuni pour des circonstances exceptionnelles à la Mairie : salle Annette Moriette, sous la présidence de Monsieur Didier REVEAU.

Etaient présents: M. Didier REVEAU, Mme Cécile KNITTEL, Mme Sylvie SEQUEIRA, M. Laurent PHILIBERT, Mme Christiane VAN RYSSEL, Mme Bénédicte MARCHAIS, Mme Françoise PELLODI, Mme Sandra TRASSART-ROQUAIN, M. Nicolas CHABLE, Mme Audrey MAMONTEIL, M. Dominique MORANCE, Mme Olivia JAMAIN, M. Lionel COURTEMANCHE, Mmc Sophie DOLLON, M. Franck POTAUFEUX, Mme Edith ALIX, M. Carl GUILLEMIN.

#### Excusés:

M. Éric PAPILLON (Pouvoir donné à Mme Cécile KNITTEL)
M. Gérard GUESNE (Pouvoir donné à Mme Edith ALIX)

M. Gaëtan THOMAS
(Pouvoir donné à Mme Christiane VAN RYSSEL)
M. Emmanuel BOIS
(Pouvoir donné à M. Lionel COURTEMANCHE)
Mme Catherine CHANTEPIE
(Pouvoir donné à Mme Sylvie SEQUEIRA)
M. Thierry BODIN
(Pouvoir donné à M. Dominique MORANCE)

Mme Delphine LETESSIER (Pouvoir donné à M. Didier REVEAU)

M. Christophe BISI (Pouvoir donné à Mme Sandra TRASSART ROQUAIN)

Mme Marie Hélène TROUILLOT

M. Emmanuel VIGNERON

Mme Marie DENONELLE

M. Nicolas GUILLARD

(Pouvoir donné à Mme Bénédicte MARCHAIS)

(Pouvoir donné à Mme Françoise PELLODI)

(Pouvoir donné à M. Laurent PHILIBERT)

(Pouvoir donné à M. Nicolas CHABLE)

Il a été, suivant les prescriptions de la loi du 5 avril 1884, procédé immédiatement à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil.

Mme Françoise PELLODI a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

# RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS D'UTILISATION DU STAND DE TIR AVEC L'UNITÉ D'INSTRUCTION ET D'INTERVENTION DE LA SÉCURITE CIVILE N°1 ET L'ESCADRON DE GENDARMERIE MOBILE 16/3

Le Conseil municipal;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** les conventions précédentes conclues avec l'Unité d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile n°1 (UHSC 1) et l'Escadron de Gendarmerie Mobile 16/3 (EGM 16/3) concernant la mise à disposition du stand de tir et de ses infrastructures ;

Vu le rapport du Maire.

#### CONSIDERANT:

- Que l'UIISC 1 et l'EGM 16/3 ont manifesté leur volonté de renouveler la convention de mise à disposition du stand de tir communal et de ses installations, dans le cadre de leurs activités de formation et d'entraînement;
- Que le renouvellement de cette mise à disposition doit s'effectuer par la signature de nouvelles conventions tripartites entre la Ville, l'association VSF Tir à la Cible, et chacune des deux unités utilisatrices;
- Que les tarifs d'utilisation des infrastructures ont été fixés à 50 € par séance pour l'UIISC 1 et 40 € par séance pour l'EGM 16/3.

Après avoir délibéré,

- **APPROUVE** le renouvellement des conventions d'utilisation du stand de tir avec l'UIISC 1 et l'EGM 16/3, à compter de leur date de signature, pour une durée initiale d'1 an, renouvelable tacitement chaque année dans la limite de 3 ans.
- VALIDE les modalités fixées dans les conventions.
- AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant légal, à :
  - Signer les conventions correspondantes.
  - Emettre un titre exécutoire de recettes en lien avec lesdites conventions auprès de l'UIISC 1 et l'EGM 16/3.
  - Reverser au VSF Tir à la cible toutes les sommes perçues.

A l'unanimité des membres votants,

Voix pour : 29 Voix contre : 0 Abstention : 0

Le Secrétaire de séance

Françoise PELLODI

Pour Copie conforme Le Maire,

Didier REVEAU

Le présent acte est soumis à un délai de recours de deux mois à compter de sa publication. Les recours doivent être adressés au tribunal administratif de Nantes et doivent être adressés par voie recommandée